

**ANNONCE TRANSMISE**  
**Avis d'Appel Public à la Concurrence - Procédure Formalisée**  
**date d'émission : 13/05/2013 - 11:41**

**CONTENU DE VOTRE AVIS**

**NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.**

Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

**AVIS DE MARCHÉ**

**SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR**

**I.1) Nom, adresses et point(s) de contact :** Etablissement public du musée du quai Branly, à l'attention de Mlle VANDELER Clémence, Service juridique 222, rue de l'Université, F - 75007 Paris, Tél : +33 156617043, Email : [marches-publics@quaibranly.fr](mailto:marches-publics@quaibranly.fr), Fax : +33 156617138

**Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :** Point(s) de contact susmentionné(s)

**Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris des documents relatifs à un dialogue compétitif et un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus :** Point(s) de contact susmentionné(s)

**Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :** Point(s) de contact susmentionné(s)

**I.2) Type de pouvoir adjudicateur :** Organisme de droit public

**I.3) Activité principale :** Loisirs, culture et religion.

**I.4) Attribution de marché pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs :**

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : non

**SECTION II : OBJET DU MARCHÉ**

**II.1) Description**

**II.1.1) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur :** Prestations de fourniture et de pose de signalétique non-lumineuse pour le musée du quai Branly

**II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution, de livraison ou de prestation :** Fournitures Achat

Lieu principal de livraison : Musée du quai branly, 75007 Paris

Code NUTS : FR101

**II.1.3) L'avis implique :** la mise en place d'un accord cadre

**II.1.4) Informations sur l'accord-cadre :** Accord-cadre avec un seul opérateur

Durée de l'accord-cadre, durée en mois : 48

Valeur estimée hors TVA : 320000 euros

**II.1.5) Description succincte du marché ou de l'achat / des achats :** La présente consultation a pour objet la fourniture et la pose de signalétique non-lumineuse pour le musée du quai Branly.

**II.1.6) Classification CPV (Vocabulaire Commun pour les marchés publics) :** 34924000

**II.1.7) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) :** Oui

**II.1.8) Division en lots :** Non

**II.1.9) Des variantes seront prises en considération :** Oui

**II.2) Quantité ou étendue du marché**

**II.2.1) Quantité ou étendue globale :** Le marché est à bons de commande sans montant minimum annuel mais avec un montant maximum annuel fixé à 80.000 euro(s) H.T sur la base de prix unitaires issus du bordereau des prix unitaires ou sur la base des prix catalogue ou de devis conformément à l'article 77 du Code des marchés publics.

Le candidat pourra présenter des propositions supplémentaires comportant des variantes à caractère technique à condition qu'il s'agisse de propositions techniques au moins aussi performantes que celles du marché. Le candidat pourra notamment proposer des matériaux et des techniques plus durables et/ou plus performants et/ou nécessitant moins de traitements chimiques ou de maintenance.

Le candidat pourra proposer une variante à condition de répondre à l'offre de base.

Le marché ne comporte pas d'option au sens du droit interne de la commande publique.

**II.2.2) Informations sur les options**

Options : Oui

Description de ces options : Le présent marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa notification. Il pourra être reconduit trois (3) fois un an par décision expresse de la personne publique notifiée au titulaire avec un préavis d'un (1) mois.

**II.2.3) Reconduction**

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Oui

Nombre de reconductions éventuelles : 3

**II.3) Durée du marché ou délai d'exécution**

**SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE**

**III.1) Conditions relatives au contrat**

**III.1.1) Cautionnement et garanties exigés** : Aucun cautionnement ni aucune garantie ne sont exigés.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euro(s) HT. L'avance est égale à 15 % du montant TTC du bon de commande.

En application de l'article 88 du code des marchés publics, le remboursement de cette avance s'effectuera dès que le montant cumulé de (s) facture(s) présentée(s) par le titulaire atteindra ou dépassera 65 % du bon de commande concerné. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du bon de commande concerné.

**III.1.2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent** : Le marché est financé sur le budget de l'établissement public du musée du quai Branly.

Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par l'établissement public du musée du quai Branly.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

**III.1.3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché** : La forme juridique du groupement choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter des prestations détaillées et précisées dans le marché et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

Conformément à l'article 51-VI du Code des marchés publics, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

**III.1.4) L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières :**

**III.2) Conditions de participation**

**III.2.1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

**III.2.2) Capacité économique et financière**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : Cf renseignements complémentaires

**III.2.3) Capacité technique**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : Cf renseignements complémentaires

**III.2.4) Marchés réservés :**

## SECTION IV : PROCEDURE

**IV.1) Type de procédure**

**IV.1.1) Type de procédure** : Ouverte

**IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer :**

**IV.1.3) Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue :**

**IV.2) Critères d'attribution**

**IV.2.1) Critères d'attribution** : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés avec leur pondération :

1. Prix : 50

2. Valeur technique : 40

3. Critère environnemental et social : 10

**IV.2.2) Une enchère électronique sera effectuée :**

**IV.3) Renseignements d'ordre administratif**

**IV.3.1) Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur** : 2013-MQB-01787-MA-00-00

**IV.3.2) Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché** : Non

**IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires ou du document descriptif**

Date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents :

26 juin 2013 à 17 h 00

**IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :**

26/06/2013 à 17 h 00

**IV.3.5) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés**

**IV.3.6) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation** : Français.

**IV.3.7) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

Durée en jours : 180 (à compter de la date limite de réception des offres)

**IV.3.8) Modalités d'ouverture des offres**

## SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

**VI.1) Il s'agit d'un marché à caractère périodique :**

**VI.2) Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires :**

**VI.3) Autres informations** : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE QUANT AUX QUALITES ET CAPACITES DES CANDIDATS :

I. Lettre de candidature, sous la forme de la dernière version de l'imprimé DC1 ou de tout document libre sur papier à en-tête, datée et signée par le candidat individuel ou en cas de groupement par l'ensemble de ses membres.

Cette lettre doit comporter notamment les informations suivantes :

- Objet de la consultation ;
- Objet de la candidature : le candidat précise s'il se présente pour le marché global ou l'ensemble des lots ou certains lots de la procédure (indiquer l'intitulé du ou des lots tel qu'ils figurent dans l'avis d'appel public à la concurrence) ;
- Présentation du candidat : le candidat précise s'il se présente seul (coordonnées du candidat) ou en groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire (coordonnées de chaque membre du groupement) ; En cas de groupement, les membres du groupement désignent et habilite le mandataire.
- Conformément aux articles 43 et 44 de Code des marchés publics, le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare sur l'honneur :
  - 1° Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le deuxième alinéa de l'article 433-2, par le huitième alinéa de l'article 434-9, par le deuxième alinéa de l'article 434-9-1, par les articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9, par les articles 445-1 et 450-1 du code pénal et par l'article 1741 du code général des impôts ; ou d'une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.
  - 2° Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.
  - 3° Ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce ou de faillite personnelle prononcée en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.
  - 4° Ne pas être admis au redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre.
  - 5° avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement.
  - 6° Etre en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
  - 7° Que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France (attestation facultative à ce stade de la procédure mais qui devra obligatoirement être fournie au stade de l'attribution).
  - 8° Fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger (attestation facultative à ce stade de la procédure mais qui devra obligatoirement être fournie au stade de l'attribution).
  - 9° Que les renseignements fournis dans la Déclaration du candidat ou du membre du groupement et ses annexes (ci-dessous précisés) sont exacts.

II. Déclaration du candidat ou du membre du groupement sous la forme de la dernière version de l'imprimé DC2 ou de tout document libre. En cas de groupement, chaque membre du groupement fournit cette déclaration. Cette déclaration inclut les informations suivantes :

- Identification du candidat ou du membre du groupement : coordonnées du siège social, coordonnées de l'unité ou établissement qui exécutera les prestations, forme juridique du candidat ou du membre du groupement, nom, prénom et qualité de la personne physique ayant le pouvoir d'engager le candidat ou le membre du groupement ;
- En application des articles 44 et 45 du Code des marchés publics et de l'arrêté du 28 août 2006 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs :
  - Si le candidat est en redressement judiciaire, une copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
  - La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, les services ou travaux objet du marché, réalisés au cours de ces trois dernières années ;
  - La déclaration appropriée des banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
  - La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune de ces trois dernières années ;
  - Présentation d'une liste des principaux travaux, objet du marché, effectués au cours de ces trois dernières années, indiquant le montant, la date, le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
  - La déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché ;
  - Certificats de qualifications professionnelles éventuels ou équivalents. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations faisant l'objet du marché.

- Pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat individuel ou en cas de groupement chaque membre du groupement.  
 - Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

-adéquation des capacités professionnelles à l'objet du marché : références, qualifications professionnelles ;  
 -adéquation capacités techniques à l'objet du marché : moyens matériels et humains ;  
 -adéquation capacités financières à l'objet du marché : chiffre d'affaires (montant et évolution sur les 3 dernières années).

Les différents actes administratifs détachables relatifs à la procédure de passation et à l'attribution du marché peuvent faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir avant la signature du contrat dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou publication. La procédure du référé précontractuel prévue à l'article L. 551-1 du code de justice administrative peut être mis en oeuvre avant la signature du marché. Un recours contre le contrat signé peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution et peut être assorti d'une demande de référé suspension (article L 521-1 du code de justice administrative).

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Les conditions de remise des candidatures et des offres sont fixées à l'article 4 du règlement de la consultation.

Des échantillons devront être remis avant la date limite de remise des offres indiquée au présent avis.

Les attentes de ces échantillons sont les suivants :

Il s'agit d'un dispositif de type M66 avec une carte, d'un bac de type B2, d'un disque directionnel type DD2 et d'un d'une flèche directionnelle type FD2 (suivant caractéristiques précisées au CCTP et selon fichiers graphiques et plans. Aucune indemnité ne sera versée au candidat pour la remise de ces échantillons.

Critères de sélection des offres :

Critère n°1 : Prix (noté sur 50 points).

Critère n°2 : Valeur technique au regard du mémoire appréciée à l'aide du mémoire technique (noté sur 40 points) sous décomposée comme suit :

Sous critère n°1 : Qualité et conformité de la fabrication proposée au regard des échantillons remis dans le cadre de la consultation (métallerie, peinture et sérigraphie) : noté sur 20,

Sous-critère n°2 : Méthodologie d'exécution du marché : noté sur 10,

Sous critère n°3 : Délais de réalisation : noté sur 5,

Sous-critère n°4 : Composition de l'équipe dédiée au marché : noté sur 5

Critère n°3 : Critère environnemental et social noté sur 10.

La somme des notes par candidat donne un total sur 100. L'offre qui bénéficiera de la note la plus élevée sera retenue, si la note au titre de la valeur technique qui lui a été attribuée n'est pas inférieure à 20/40 points. Une note de la valeur technique (critère 2) inférieure à 20/40 est éliminatoire.

Afin qu'ils puissent prendre la mesure de toutes les contraintes et sujétions induites par l'exécution du marché et établissent leur prix en toute connaissance de cause, les candidats devront obligatoirement visiter le site où seront exécutés les travaux à savoir au :

Musée du quai Branly  
 222, rue de l'Université  
 75007 PARIS

Les candidats devront s'inscrire auprès du secrétariat de la DMTS (caf-dmts@quaibrany.fr - 01.56.61.71.51). Les visites seront possibles jusque 6 jours avant la date de remise des offres. Il sera délivré aux candidats, un certificat de visite qu'ils devront joindre à leur offre.

#### **VI.4) Procédures de recours**

**VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours** : Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy, 75181 Paris cedex 04, . Tél : +33 144594400. E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr. Fax : +33 144594646

#### **VI.4.2) Introduction des recours**

**VI.4.3) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours** : Greffe du tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy, 75181 Paris cedex 04, . Tél : +33 144594400. E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr. Fax : +33 144594646

**VI.5) Date d'envoi du présent avis** : 13 mai 2013

► [Télécharger l'avis seul au format PDF](#)

[Télécharger la preuve d'émission](#)

**NB** : pour accéder à notre outil qui vous permet de lire la preuve d'horodatage, délivrée en format .pep, cliquer sur l'icône GRIS "OUTILS" situé en haut à droite du module, puis télécharger le fichier.

**DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION**

Référence de l'annonce dans le module de publication : **2394074**

**SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE...**

Votre annonce sera publiée comme suit :

**JOUE** Publication intégrale

**BOAMP** Publication intégrale

**Département** : 75 - Paris

**Classification CPF** : 75

[Télécharger au format PDF](#)

[Imprimer](#)

[Fermer cette fenêtre](#)